Décision individuelle n°165/2020

Pétitionnaire *: Monsieur Yann Coatsaliou - SAS 360 Mediasp*
Adresse *: 15 Avenue Julien – 06100 NICE*
Localisation *: Réserve Intégrale de Lauvitel,, Le Bourg-d'Oisans*
Nature de la demande : *Prises de vues à des fins professionnelles ou à but commercial refusant des vols de drone à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du parc national*
Dossier suivi par *: Annick MARTINET – Jérôme Forêt*

Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Écrins,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L331-16, L331-18, L331-24, L331-26, R331-62 et suivants ;

Vu le décret n°95-705 du 9 mai 1995 portant création de la réserve intégrale de Lauvitel dans le Parc national des Écrins ;

Vu la loi n°2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n°2009-448 du 21 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Écrins et notamment son article 16 ;

Vu le décret n°2012-1540 du 28 décembre 2012 portant approbation de la Charte du Parc national des Écrins fixant les modalités d'application de la réglementation dans le cœur (MARCoeur), notamment ses MARCoeur n°19 et 25 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

Vu le plan de gestion 2012–2025 de la réserve intégrale approuvé par résolution n°07/2012 du Conseil d'administration du 9 mars 2012 ;

Considérant que la demande de prises de vues et de sons, formulée le 20 mai 2020, consiste à réaliser un film documentaire dans la réserve intégrale de Lauvitel dans le cadre du Programme de coopération transfrontalière européenne entre la France et l'Italie ALCOTRA cobiodiv ;

Considérant que la demande est à ce titre susceptible de répondre à un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 25 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir réalisation de films, reportages ou documents didactiques, pédagogiques ou artistiques ;

Considérant que le survol motorisé (y compris les drones) du cœur du parc national des Écrins à moins de 1000 m du sol est interdit ;

Décide :

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande
Monsieur Yann Coatsaliou – SAS 360 Médias, est autorisé aux conditions définies dans les articles suivants, à réaliser des prises de vues et de sons dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales, dans la réserve intégrale de Lauvitel.
Ces prises de vues et de sons ont vocation à constituer un un film documentaire dans le cadre du Programme de coopération transfrontalière européenne entre la France et l'Italie ALCOTRA cobiodiv.

Article 2 : Prescriptions
La présente décision est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :
1- les images devront être réalisées à pieds, sans véhicule terrestre ou aérien,
2- l'utilisation de drone est interdite,
3- les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit,
4- tout matériel apporté et tout déchet produit lors des prises de vues devront être emportés en dehors de la réserve et du cœur du parc national des Écrins,
5- l'équipe de tournage adoptera un comportement respectueux du milieu naturel ainsi que des usagers et se conformera scrupuleusement à la réglementation spéciale en réserve intégrale et dans le cœur du parc national des Crins
6- le pétitionnaire s'engage à ne pas véhiculer de message portant atteinte au caractère de la réserve ou de nature à inciter au nom respect de la réglementation,
7- absence d'évocation directe ou indirecte de pratiques, d'usages ou d'activités contraires à la réglementation en vigueur,
8- une mention en générique devra préciser que les prises de vues ont été réalisées dans le respect des règles en vigueur dans la réserve intégrale de Lauvitel, avec l'autorisation du directeur du Parc national des Écrins,
9- ne pas réutiliser les images réalisées dans le cadre de la présente décision, à d'autres fins ou dans un autre contexte que celui mentionné à l'article 1.

Article 3 : Durée
La présente décision est délivrée pour le 25 mai 2020.
En cas de report/modification du calendrier, le Parc national devra être préalablement informé.

Article 4 : Mesures de contrôle
La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du parc national des Écrins ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

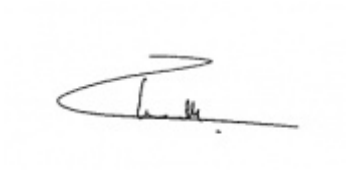
Article 5 : Autres obligations
Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Il ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions
Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Publication
La présente décision sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du parc national des Écrins (cf. : *http://www.ecrins-parcnational.fr/actes-administratifs*).

À GAP, le 20/05/2020

Le directeur du Parc national des Écrins



Pierre COMMENVILLE

copies : secteur du Valbonnais/OIsans

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

Parc national des Ecrins
Domaine de Charance • 05000 Gap
Tél. +33 (0)4 92 40 20 10 • Fax : +33 (0)4 92 52 38 34
www.ecrins-parcnational.fr • info@ecrins-parcnational.fr